



MARDI 9 MARS

## Emmanuelle Wargon travaille à rendre les grues aimables

La ministre déléguée au Logement Emmanuelle Wargon est confrontée à une difficulté de taille : les habitants des villes n'aiment plus les grues qui signent les chantiers de construction. Autrefois, leurs longs becs étaient symbole de modernisation. Ces cigognes métalliques apportaient des logements pour la relève. Aujourd'hui, ce sont des ennuis, des procès. « *Les maires rechignent toujours plus à signer des permis de construire, même quand ils ont des terrains.* » Alors, elle se veut « *offensive* », travaille à rendre les grues plus aimables en montrant que les constructions modernes peuvent être belles et sociales, attractives, confortables, écologiques. Il y a un beau logement contre le mal logement. Wargon relève des grues que les conservatismes empêchent d'éclore. La tâche est rude. Presque autant que de redresser la gauche de progrès atteinte de frilosité excessive : « *Si on ne nous entend pas, c'est qu'on est mauvais. Il va falloir qu'on se manifeste.* » Y compris au sein du gouvernement.

JEUDI 11

## Jean-Marc Dumontet n'abandonne pas l'essentiel

Il prépare ses futurs spectacles. Jean-Marc Dumontet est « en lecture » ce jeudi, comme tous les autres jours de la semaine, y compris le week-end. Un producteur à l'arrêt ne saurait rester sans projets. Il bout de voir ses théâtres fermés, ses comédiens, ses régisseurs, ses metteurs en scène privés de ce qui fait leurs vies et la sienne. Et bien qu'il parle à l'oreille de Dieu, enfin de son représentant élyséen Emmanuel Macron qu'il a accompagné lors de la conquête, cet entrepreneur qui se veut toujours positif ignore quand pourront enfin rouvrir « *les portes de l'essentiel* ».

Comment a-t-on pu commettre la faute gravissime d'assimiler les arts et lettres à « *l'inessentiel* » ? Jean-Marc Dumontet garde cette blessure à l'âme. Il n'en veut pas à Roselyne Bachelot, la ministre de la Culture, qui « *a du courage, assure des financements et parle alors même qu'elle n'a rien à annoncer : c'est mission impossible pour elle* ». Mais il comprend « *tous ces jeunes sans perspective qui occupent les théâtres pour pouvoir exercer leur art. Un jour, ça redémarrera. Et pour que les spectateurs reviennent en masse dans les théâtres, il ne suffira pas d'être bon, il faudra être très bon et très fort!* » Et de reprendre ses « lectures ».

B. Desnard/Challenges

VENDREDI 12

## Axa aura un président deux jours par semaine

Fin d'un suspens intenable. Une discrète campagne était en cours au sein de l'establishment pour savoir qui remplacerait Denis Duverne à la présidence d'Axa. Le cabinet Egon Zehnder était mandaté depuis deux ans pour cette mission. Le conseil de l'assureur, treize mois avant la prise de fonction, décide de rendre publique sa décision : il s'agira de l'inspecteur des finances et avocat d'affaires Antoine Gosset-Grainville, qui coiffe sur le poteau d'autres énarques comme Xavier Musca (Crédit agricole) ou Ramon Fernandez (Orange), ce dernier faisant tout de même son entrée au conseil.

Au sein d'Axa, on prend le temps du décryptage : les « *hauts standards de gouvernance* » revendiqués par le groupe ont amené le conseil à fixer des « *conditions strictes* » à l'exercice de cette fonction non opérationnelle. Gosset-Grainville s'est engagé à consacrer à Axa « *en moyenne deux jours par semaine et à baisser d'autant le temps consacré à son cabinet* ». Présidé par Jean-Pierre Clamadieu, le comité des rémunérations et de gouvernance du conseil s'est aussi « *naturellement penché sur le sujet de possibles conflits d'intérêts : le cabinet BDGS dans lequel il exerce ne prendra pas de dossiers pour ou contre Axa. Et au titre de son métier d'avocat, il s'abstiendra de prendre toute mission dans le secteur* ». Ces précisions ont le mérite de couper court à d'éventuelles polémiques. « *On a toujours des ennemis* », dit l'intéressé qui, lui, s'exprime « *off the record* ».

MARDI 16

## Il faudra bien réformer les retraites, quoiqu'il en coûte

Alors que déficits et dettes filent à grande vitesse, les vigies des finances publiques font le tour des plateaux. Il y a Agnès Verdier-Molinié, qui pilote l'Ifrap et vient de publier *La France peut-elle tenir encore longtemps ?* (éd. Albin Michel). Et François Ecalte, qui dirige une autre association, Fipeco, avec qui nous débattons sur BFM Business.

Cet ancien de la Cour des comptes et de Bercy estime qu'il n'est pas question de remettre en cause le « *quoiqu'il en coûte* ». Pour le moment. Ce qui ne l'empêche pas de prendre date en déployant une impressionnante capacité d'analyse. Il nous décrypte les dépenses publiques de 2001 à 2019 : elles ont augmenté de 4 points, à 55,6% du PIB en France, alors qu'elles sont restées stables, à 47%, dans la zone euro. Alors que le coût des administrations a fortement diminué en France, ce sont les dépenses liées aux retraites qui ont dérapé. C'est bien cette réforme qu'il faudra remettre en chantier. Quoiqu'il en coûte politiquement. ■

A la semaine prochaine